

Après avoir été vice-président de la Chambre, le 28. 6. 1917, Altwies occupa le siège présidentiel du 6. 11. 1917 au 28. 1. 1925, date à laquelle le parlement fut dissous pour ne pas avoir voté le traité ferroviaire.

Selon qu'on envisage la situation de droite ou de gauche, le rôle du président Altwies pendant les événements «révolutionnaires» de novembre 1918 est différemment jugé. Mais en tenant compte de l'atmosphère explosive qui régnait à la Chambre, on ne contestera pas au premier magistrat de l'époque beaucoup de suite dans les idées et un cran peu ordinaire.

Deux actes surtout furent reprochés à Fr. Altwies.

En premier lieu, d'avoir refusé, le 11 novembre, de soumettre au vote l'ordre du jour présenté par la gauche et demandant la déchéance de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde et de la dynastie. C'est qu'aux yeux du président Altwies cette motion était d'autant plus anticonstitutionnelle qu'il n'ignorait pas que la question de la forme future de l'Etat devait être soumise à un referendum. Dans une réunion des fractions parlementaires qui eut lieu après la séance du 12 novembre, Altwies — moins obtus que d'autres membres de la Droite qui étaient loin de le suivre — ne se fit pas faute de sonder le terrain relativement à la possibilité de remplacer la Grande-Duchesse régnante par sa soeur Charlotte. (8)

On en voulait aussi au président de la Chambre d'avoir, le 9. 1. 1919, levé la séance pendant le vacarme indescriptible déclenché dans les tribunes et provoqué par la motion Brasseur et la déclaration remise par les délégués de la réunion populaire de la Place Guillaume, réclamant la déchéance de la dynastie.

Quant au fameux appel lancé par François Altwies au commandant de la place, le général la Tour, pour rétablir l'ordre manu militari, il semble avoir été suffisamment éclairci par les déclarations que le président de la Chambre donna à la séance du 17. 1. 1919. (9)

C'est avec la plus grande chaleur qu'Auguste Collart (qui fit partie du ministère Reuter de septembre 1918 à janvier 1920) souligne les mérites de François Altwies en tant que celui qui «sauva la patrie et consolida le trône». «Die blitzartigen Interventionen des damaligen Kammerpräsidenten», écrit cet auteur, «hatten mehr denn einmal das Hochkommen der Revolutionswelle vereitelt; jene, die ihn am Werke sahen, können nicht vergessen, wie der kaum mittelgrosse Mann mit rotem Kopf, gesträubtem Bart und blitzenden Augen den Angriffen begegnete, sich ihnen förmlich entgegenwarf, wie scharfen Säbelhieben gleich, seine Worte immer die richtige Stelle trafen, wie sein kochender Zorn nie die Klarheit seiner Formulierungen beeinträchtigte, wie er unerschüttert und unerschütterlich sein hohes Amt versah und seine Autorität wahrte. In seltenem Maße über Intelligenz, Kühnheit und Schnelligkeit verfügend, war er der Retter in allen jenen Lagen, in welchen Sekunden für das Schicksal des Landes ausschlaggebend waren. Er ermutigte die Regierung, regte sie und ihre Getreuen an und forschte nach neuen Möglichkeiten, Thron und Land zu konsolidieren...»